

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	16.12.2024	2024-686	4.1/4.	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

TD/JS

SEANCE N° 27 DU 16 DECEMBRE 2024
45 questions, numérotées de 2024-648 à 2024-692

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAL
REGIME INDEMNITAIRE COMMUN VILLE DE FLERS - FLERS AGGLO
ACTUALISATION AU 01.01.2025

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Lori HELLOCO, Maire-Adjoint,

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Lori HELLOCO, Gaëlle PIOLINE, Subay SAHIN, Leïla HARDY, Jacques DUPERRON, Angela PRESSE, Bruno ASSELOT, Dominique ARMAND, Jean-Pierre HUREL

Conseillers : Nesrin YANAR, Yvette LERICHOMME, Laurent JUMELINE, Sophie RENAUDIN, Omar AYAD, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Jérémy PREVOST, Marème N'DIAYE, Chantal MARCHAND, Noël DJEZAIRI, Lucienne VINCENT, Gérard SAMOYEAU, Isabelle GILBERT, Richard RIHOUEY, Inès CHATE, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR, Stéphane BENIS, Emmanuelle BERGOT, Pascal CATHERINE, François LEPRINCE

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Inès CHATÉ	Gaëlle PIOLINE	Ensemble de la séance
	Leïla HARDY	Subay SAHIN	
	Yves GOASDOUÉ	Lori HELLOCO	
	Jérémy PREVOST	Dominique ARMAND	
	Emmanuelle BERGOT	Tâm NGUYEN	
	François LEPRINCE	Jean-François BRISSET	

Absent : Sylvie DUFOUR (ensemble de la séance),

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2024-648 à 2024-654	26	32
Quorum : 17	2024-655 à 2024-656	26	31
	2024-657	26	32
	2024-658 à 2024-662	26	31
	2024-663 à 2024-666	26	32
	2024-667	26	27
	2024-668	26	31
	2024-669	26	32
	2024-670	26	31
	2024-671 à 2024-676	26	32
	2024-677	26	31
	2024-678 à 2024-683	26	32
	2024-684	26	31
	2024-685 à 2024-692	26	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
10.12.2024	20 H 07	Yvette LERICHOMME	22 H 20	17.12.2024	18.12.2024

R A P P O R T

présenté par
Gaëlle PIOLINE
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Commission Gestion du personnel		26	04.12.2024	27	
CONSEIL	Séance	27	16.12.2024	N° d'ordre	N° délibération
				39	2024-686

OBJET	PERSONNEL COMMUNAL – REGIME INDEMNITAIRE COMMUN VILLE DE FLERS - FLERS AGGLO – ACTUALISATION AU 01.01.2025
-------	--

LC/JS

Chers Collègues,

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 instaure, dans la fonction publique d'État, la mise en œuvre d'un nouveau régime indemnitaire applicable à l'ensemble des fonctionnaires de l'État, à quelques exceptions près, dénommé RIFSEEP, Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel.

Ce nouveau régime indemnitaire se décompose en deux parts :

- A titre principal et pour les agents de droit public, **l'IFSE** (Indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnisation principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose d'une part, sur une formalisation de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle ;
- dans une moindre part et uniquement pour les agents occupant un emploi permanent, **le CIA** (Complément Indemnitaire Annuel) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Le RIFSEEP a vocation à remplacer tout autre régime indemnitaire antérieur de même nature.

Par principe de parité, ce nouveau régime indemnitaire est transposable à la fonction publique territoriale, de manière progressive à mesure de la publication des arrêtés interministériels en autorisant le bénéfice aux corps et emplois expressément visés. Précision faite que, dans l'attente de dispositions favorisant une mise en œuvre généralisée plus rapide, certains cadres d'emplois territoriaux ne peuvent pas encore être basculés en RIFSEEP.

Le régime indemnitaire versé aux agents publics émane d'une décision libre des organes délibérants des collectivités. Localement, et à ce jour, la Ville de Flers et Flers Agglo ont fait le choix d'instituer un protocole mutualisé organisant un régime indemnitaire commun.

Ainsi, par délibérations concordantes n°2017-376 du 14 décembre 2017 pour Flers Agglo et n°2017-570 du 11 décembre 2017 pour la Ville de Flers, était entérinée la réforme nationale d'application du RIFSEEP. Etant entendu, qu'en terme de montants versés individuellement, il s'agissait d'une transposition de l'ancien protocole vers un nouveau dispositif commun.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	16.12.2024	2024-686	4.1/4.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Depuis, des mises à jour ont été nécessaires, notamment pour intégrer une refonte des montants versés en fonction des groupes fonctions.

A présent il vous est proposé d'actualiser le RIFSEEP, sur les sujets suivants :

1- Actualisation des montants plafond pour la filière technique

Les cadres d'emplois présents dans l'organigramme commun et éligibles au RIFSEEP bénéficient de montants plafonds, comme le prévoit la réglementation. Il convient d'actualiser ce tableau pour la filière technique afin d'y inclure le cadre d'emplois des ingénieurs en chefs.

Les montants proposés sont, par parité avec l'Etat, ceux prévus pour les ingénieurs des ponts-et chaussées (ingénieur en chef, eu égard à l'arrêté de février 2019. Ce nouveau tableau vient amender l'annexe des présentes (tableau B de la filière technique).

2- Actualisation des montants plafond pour la filière sociale et médico-sociale (Flers Agglo à ce jour)

Le reclassement en catégorie B des auxiliaires de puériculture emporte l'actualisation des corps de référence à l'Etat en ce qui concerne leur RIFSEEP. Ce cadre d'emplois est éligible sur la base de la correspondance provisoire avec les infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat (arrêté provisoire du 31/05/2016).

Ainsi, il est procédé à l'actualisation des plafonds par respect du principe de parité, il est proposé d'actualiser, dans la même mesure que pour l'Etat, le tableau tel que présenté en annexe (tableau C filière sociale et médico-sociale).

Notons enfin que cette actualisation n'impose pas une modification à ce jour des IFSE actuellement versées.

3- actualisation du tableau de répartition des groupes de fonctions

En conséquence du 2-, le tableau des groupes fonctions est actualisé tel que :

Groupe fonctions (niveaux)	Détail	Libellé des catégories d'emplois
A1	1	Emploi fonctionnel : Directeur général des services
	2	Emploi fonctionnel : Directeur général adjoint des services /Directeur général des services techniques
A2	1	Responsable de Direction
	2	Adjoint au responsable de Direction
A3		Cadre responsable de service
A4		Chargé-e de mission - cadre expert
A5		Encadrant spécifique de la filière sociale et médico-sociale
B1		Cadre responsable de service ou de pôle de gestion
B2		Cadre responsable d'équipement, de secteur, Cadre adjoint à un responsable de service
B3	1	Cadre expert ou opérationnel
	2	Chargé.e d'enseignement Cadre opérationnel de la filière médico-sociale
C1		Maîtrise et chef équipe
C2	1	Agent d'exploitation à sujétions spécifiques
	2	Agent d'exploitation

L'ensemble de ces dispositions permettent à l'autorité territoriale de définir le montant individuel annuel, versé mensuellement, l'IFSE dite socle.

4- Intégration des effets du « bonus attractivité » sur l'IFSE des agents relevant des structures liées à la PSU (uniquement personnels Flers Agglo à ce jour)

Pour le secteur de la petite enfance, et conformément aux modalités de déploiement du bonus « attractivité », approuvées par le Conseil d'administration de la CNAF le 3 avril 2024 et précisées par la circulaire CNAF de référence, les collectivités territoriales sont éligibles à l'accompagnement financier de la branche Famille de la sécurité sociale sous réserve de la mise en œuvre d'une augmentation pérenne de 100 € nets mensuels minimum (pour un agent à temps complet, sur une année complète) de l'ensemble des professionnels, titulaires et contractuels, intervenant auprès d'enfants, ou occupant des fonctions de direction, qui travaillent dans les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) financés par la prestation de service unique (PSU) qu'elles gèrent.

La revalorisation doit résulter :

- d'une mesure portant sur l'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE) au sein du régime indemnitaire tenant compte des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) des professionnels concernés ;
- cumulativement, et le cas échéant, d'une mesure de revalorisation équivalente pour les professionnels de la petite enfance qui ne sont pas éligibles au RIFSEEP au sein de la collectivité (à ce jour, ne concerne pas Flers Agglo).

La mesure de revalorisation doit viser les agents en poste au moment de sa mise en œuvre comme les agents recrutés postérieurement à sa mise en œuvre.

L'éligibilité des collectivités territoriales à l'accompagnement financier s'évalue sur la base de la transmission à la CAF de la (ou des) délibération(s) correspondante(s) de la collectivité accompagnée(s) d'un document par lequel la collectivité s'engage pour la mise en œuvre pérenne des revalorisations de 100 € nets mensuels minimum pour l'ensemble des professionnels auprès d'enfant et en fonction de direction, titulaires et contractuels, éligibles au RIFSEEP ou non, en poste ou recrutés postérieurement à la délibération susvisée.

Conformément à ce qui précède, il est donc créé pour les agents éligibles un Bonus Mensuel Attractivité « BMA –PSU ».

Ce bonus complète l'IFSE dit socle. Son montant est calculé individuellement de manière à générer une augmentation de 100 € net mensuel minimum. Ce montant est proratisé au temps de travail et à sa durée. Il suit l'IFSE dans toutes ses conditions d'attribution, notamment en cas d'absence de l'agent, en application des délibérations s'y rapportant.

Toutefois, et afin de garantir un levier d'attractivité des métiers de la petite enfance, il est dérogé au non versement de l'IFSE des contrats de moins d'un an pour attribuer ce bonus aux contractuels éligibles dès le premier contrat, quel que soit sa durée. Il est alors proratisé au temps de travail et à sa durée.

CONCORDANCE DES DECISIONS

Il convient de noter que, même si la Ville de Flers et Flers Agglo ont décidé de mutualiser leurs services dans le cadre d'un organigramme commun, il n'en demeure pas moins que, d'un point de vue juridique, elles restent des entités distinctes. Leurs services sont mutualisés mais pas fusionnés. Il revient donc à chaque assemblée ou instance délibérative de se prononcer sur les modifications proposées à son initiative. Les éléments qui ne concernent pas directement la collectivité sont proposés à titre d'information.

Dans la mesure où le nouveau régime indemnitaire a été construit conjointement entre la Ville de Flers et Flers Agglo, les propositions ci-dessous font l'objet de délibérations concordantes des instances décisionnelles concernées.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	16.12.2024	2024-686	4.1/4.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Après avis du comité technique,

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- | | |
|-------------------------|---|
| 1 - APPORTER | au dispositif relatif au régime indemnitaire commun des personnels territoriaux de la Ville de Flers et Flers Agglo les modifications ci-dessus exposées en précisant que les autres dispositions relatives au RIFSEEP restent inchangées ; |
| 2 - CHARGER | Monsieur le Maire de la mise en œuvre des dispositions pratiques de ces dispositions applicables au 1 ^{er} janvier 2025 ; |
| 3 - PRECISER | que les crédits correspondants seront prévus et inscrits chaque année au budget ; |
| 4 - PRENDRE ACTE | du fait que le Conseil de FLERS AGGLO est saisi de cette même question, dans la mesure où le régime indemnitaire a été construit conjointement par les deux collectivités, afin de disposer d'un protocole toujours parfaitement actualisé. |

ADOpte A L'UNANIMITE.

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Yvette LERICHOMME

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20241216-2024-686-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2024

Affichage : 18/12/2024